

Clandestins en Israël

Israël craint l'immigration de populations musulmanes noires qui pourraient poser des problèmes à long terme, car le pays veut rester le foyer national juif. Des décisions à la limite du racisme ont été prises dans ces sens, et elles heurtent la sensibilité de ceux qui sont sensibles à la misère humaine. La situation israélienne est la caricature de ce qui se prépare partout en Europe et en Amérique du Nord, l'avenir ne s'annonce pas rose.



Le sionisme, mouvement national juif

Le mouvement sioniste est un mouvement nationaliste comme les autres nés à la fin du XIX^{ème} siècle, qui s'est développé d'abord là où les juifs formaient vraiment un peuple à part, en Europe de l'Est, et dans les pays islamiques, là où les troubles de l'histoire ont donné lieu à de grandes tensions antisémites.

Les drames du XX^{ème} siècle, l'Affaire Dreyfus, la révolution Russe avortée de 1905, la montée des fascismes, du nazisme, du nationalisme arabe ont convaincu un nombre croissant de Juifs qu'en fin de compte, ils n'étaient en sécurité nulle part. En même temps, lorsque tout allait bien, les juifs ont tendance à disparaître en tant que tels et à s'assimiler à la population au milieu de la quelle ils vivent.

Face à la double menace de disparition, d'une part par l'épée et d'autre part par l'amour, les sionistes ont pensé qu'un retour sur la terre ancestrale était la seule façon de sauver le peuple juif.



État Juif ou état des Juifs

De grands débats agitent la société israélienne depuis l'indépendance, le pays a imaginé pour être le pays des juifs, celui où ils pourraient s'exprimer nationalement, parler leur langue, vivre selon leurs fêtes, et ne plus craindre l'antisémitisme. Il a toujours été admis que des non-juifs pourraient y vivre à égalité de droits avec les autres, et tacitement, on comprenait bien qu'ils devaient se faire discrets, et si possible ne pas être trop nombreux, en tout cas, jamais majoritaires.

Avec la montée de la religiosité, et des mouvements politiques nationalistes, des voix de plus en plus nombreuses se sont fait entendre pour qu'Israël soit vraiment un état juif, c'est à dire régit par des lois de moins en moins laïques, en résumé Israël deviendrait juif, comme l'Algérie est islamique. Cette idée ne peut convenir à l'importante minorité musulmane représentant près de 20 % des citoyens.

Pendant ce temps, tout va mal dans corne de l'Afrique

La guerre fait rage au Centre Est Africain. Le Soudan pays musulman immense est divisé et souffre d'une guerre civile endémique, une révolte est écrasée dans le sang dans le Darfour, et on a accusé le chef de l'État Omar El Bachir de génocide. Le Sud chrétien et animiste a entamé une longue révolte, qui s'est terminée par la création d'un nouveau pays où les conflits tribaux ont continué, provoquant crimes sur crimes dans aucun espoir de stabilisation sur fond d'une misère incalculable. La Somalie n'a quasiment plus d'État, les milice djihadistes font ce qu'elles veulent, ce qu'elles peuvent, et le peuple ne vit que grâce à la drogue et par la grâce de Dieu. L'Éthiopie est prise dans les conflit et tente de surnager, ses provinces d'Érythrée ont pris leur indépendance en 1993, mais cela n'a pas calmé la situation, et Wikipédia décrit le pays comme une prison à ciel ouvert.

Les Betas Israël, juifs d'Éthiopie

Il y avait une communauté juive en Éthiopie, datant probablement du premier temple, et arrivée par le Yémen tout proche, ils furent exfiltrés vers Israël à partir de 1984 avec l'aide de Tsahal, une fois en Israël, les juifs éthiopiens ont eu du mal à se faire reconnaître comme juifs par le rabbinat, ils tenaient à leur culture propre qui était plus ancienne que le talmud. Lors des opérations (voir revue de presse jointe), des israéliens ont du faire le tri, seuls les juifs étaient acceptés en Israël, or la misère était telle en Éthiopie, que refuser un passager était pour lui quasiment une condamnation à mort.

Plus tard, en Israël, les Betas Israël ont milité pour qu'Israël fasse venir aussi les falashmou- ras, d'autres éthiopiens convertis au christianisme par la force au début du XX ième siècle.



L'intégration de cette population africaine n'est pas facile, car ils ont vécu dans un univers culturel très éloigné des normes israéliennes, et la misère qu'ils ont subi n'a pas favorisé un haut niveau culturel. Les noirs israéliens se retrouvent dans les petits métiers, beaucoup travaillent dans la sécurité, dans l'armée où ils occupent les postes subalternes, dans des entreprises de nettoyage. Le gouvernement fait des efforts importants, mais le prix du logement les a poussé loin des zones où il est facile de progresser.

Des musulmans et des chrétiens africains sont entrés clandestinement

Le départ des juifs vers Israël a donné des idées aux musulmans du Darfour, du Soudan, d'Érythrée, de Somalie ou d'Éthiopie, dans ces pays trop souvent en guerre civile ou étrangère la misère est telle qu'y rester est s'exposer à un grand risque, y militer contre la corruption vous met automatiquement en danger de mort.

Alors, on a vu des hommes, des familles se mettre en marche, depuis le Darfour au Soudan, depuis l'Érythrée, depuis le Sud Soudan... de toute la région, ils ont pensé que les juifs avaient du cœur. Ils connaissaient l'errance des juifs traqués pendant la shoah, ils avaient parfois vus des humanitaires israéliens très dévoués, ils savaient que les beta Israël étaient plutôt heureux en Israël, ils s'imaginaient les juifs riches et accueillants, et ne croyaient plus la propagande antisémite diffusée par les affreux de la région, Omar El Béchir où les milices djihadistes Shebab ou autres.

Les autorités israélienne se sont montrées très hostiles

L'idée d'accepter des immigrés noirs et musulmans ne plait pas du tout aux responsables politiques marqués "nationalistes", donc à la majorité au pouvoir depuis de longues années en Israël.

Si l'hôtellerie et un certain nombre d'entreprise ont profité d'une main d'œuvre payée au noir et exploitée, rien n'a été fait pour régulariser la situation des demandeurs d'asile, mieux encore, des personnalité de droite insultent les migrants et déclarent que parmi eux, il n'y a que des réfugiés économiques. Ils en sont sûrs, car ils n'ont jamais étudié les dossiers.

L'Union européenne a reconnu les demandes d'asile de 90 % des Erythréens qui demandent le statut de réfugié et de 56 % des Soudanais, selon l'[European Stability Institute](#). Israël a reconnu le statut de réfugié pour un Soudanais et 10 Erythréens, sur des milliers de demandes d'asile, soit un taux d'acceptation de 0,056 %, selon la Hotline des Refugees and Migrant Workers.

Cette attitude a crée de grands malaises au sud de Tel Aviv

Ce rejet apriori s'est traduit par une absence d'accueil, qui a entraîné un afflux de malheureux sans emplois ni avenir dans les quartiers les plus pauvres de Tel Aviv, et l'absence de moyens légaux de vivre a bien sûr favorisé les trafics en tous genres, la prostitution, la drogue et l'insécurité. Les voisins sont excédés, et exigent qu'on nettoie le quartier.

Des manifestations violentes ont eu lieu, de véritables ratonnades, dont certains juifs noirs ont aussi été des victimes collatérales.

La droite nationaliste au pouvoir flattant son électorat populaire a eu les yeux de Chimène pour les manifestants anti émigrés qui ont allé protester à Jérusalem, devant les lieux de pouvoir.

Le trois janvier 2018 le gouvernement laisse le choix entre le départ ou la prison

Une loi décidait que tous les immigrés clandestins célibataires auraient le choix, entre recevoir 3500 \$ et un billet d'avion pour un pays Africain, on suppose l'Ouganda ou le Rwanda. Ces pays recevraient aussi 5000 \$ par immigrants reçu. En cas de refus, il serait condamné à vivre en prison indéfiniment.

Cette fois les réactions ont été contrastées, alors qu'une majorité d'israéliens soutenaient ces mesures, des solidarités actives et importantes se sont manifestées envers les immigrés, plus de 20 000 personnes ont défilées à Tel Aviv, et les communautés juives des États Unis se sont fortement mobilisées. Le désespoir a frappé les africains qui vivaient depuis des années en Israël, où ils avaient souvent établi des bonnes relations avec la population. On a compté de nombreux cas de suicide.



Devant le tollé, les états africains qui devaient recevoir les expulsés se sont rétractés. La cour suprême considéré qu'on ne pouvait pas maintenir en prison des innocents, inexpulsables car les pays sensés les accueillir refusaient d'ouvrir leurs frontières.



La proposition de Dov Maïmon

Dov Maïmon explique qu'Israël ne peut pas accepter ces immigrés, car ils feraient venir leur famille, et de 40 000 ils deviendraient des centaines de milliers. Or Israël a pour vocation d'être le pays des juifs, et il est déjà bien plein à cause d'une croissance démographique très forte (surtout des religieux juifs ou musulmans). Il faut donc laisser de la place au cas où de nouvelles vagues d'immigration en provenance d'Europe ou des États Unis viendrait. Enfin, il ne faut pas faire des appels d'air, car une immigration noire et musulmane n'est pas facilement acceptée, et on risquerait une montée du racisme, comme on le voit en ce moment en Europe.



Donc, Dov Maïmon refuse d'intégrer tout le monde, il refuse aussi d'expulser tout le monde, il suggère d'intégrer le tiers des émigrants sur critère humanitaire, de favoriser l'installation au Canada d'une fraction des autres grâce à un partenariat avec la communauté juive locale, de former en Israël des spécialistes en toutes sortes de métiers très demandés sur le marché mondial, puis de créer une agence internationale de l'emploi chargé de caser ailleurs les diplômés, enfin de profiter des fermes expérimentales qu'Israël possède en Afrique, pour y installer des africains préalablement formés à une agriculture moderne.

Que peut-on prévoir ?

Israël n'est qu'un exemple d'un problème mondial. Les peuples sont inquiets devant la rapidité avec laquelle la mixité ethnique se développe. Partout en Europe les nationalistes et les partis xénophobes gagnent du terrain, et on voit bien que nous courrons au clash. En effet, la misère et les guerres ne cessent de ruiner les pays africains et musulmans, et les tyrans, parfois impérialistes passent pour de bons dirigeants, car ils évitent l'anarchie.

Toutes les personnes sensées savent que la solution n'est ni en Israël, ni en Europe, ni en Amérique du Nord, mais dans la stabilisation et l'enrichissement des pays d'où viennent les migrants. Ces régions pauvres ont souvent tout pour devenir riches, une population intelligente, des terres fertiles, des ressources naturelles, mais elles sont dirigées de façon calamiteuse, et des puissances étrangères, politiques ou économiques profitent égoïstement de la situation pour s'enrichir encore davantage.

L'idéal serait que les grandes puissances favorisent la prise de pouvoir d'une élite locale incorruptible et clairement préoccupée par le développement économique et humain de leur pays, mais ce n'est pas le cas, occidentaux, chinois ou russes se partagent les zones d'influence, et sont prêts à encourager n'importe qui, par n'importe quel moyen, pour empêcher d'autres de profiter de la situation. Des idéologies pernicieuses comme l'islam radical et l'antisémitisme sont cultivées afin de servir d'alibi à l'incompétence de dirigeants corrompus, alors que les nouveaux impérialismes turcs ou iraniens n'hésitent plus à provoquer des guerres pour asseoir leur soif de domination.

On ne peut pas être optimiste. les peuples continueront à souffrir, et les malheureux pour survivre seront prêts à affronter mille morts, tandis que les puissances stabilisées fermeront leurs portes et leur cœur.

On ne peut pas être heureux tout seul, l'Afrique et le monde musulman ont aussi besoin d'avoir accès au bonheur et à la liberté.

Miche Lévy

Des africains en Israël Revue de Presse

[Opération de rapatriement des juifs d'Éthiopie 1984-1991](#) Tsahal
[Le dernier voyage des Falashmoras d'Éthiopie vers Israël](#) Anne Bernas RFI
[Dans le Sinaï, les migrants africains prisonniers des passeurs](#) Nina Hubinet La Croix
[Israël, terre promise des soudanais](#) Delphine Matthieussent Libération
[Hotovely : Le sud de Tel Aviv est en proie au « terrorisme des migrants »](#)
[L'exil ou la prison : comment Netanyahu compte se débarrasser des migrants africains en Israël](#) journal Marianne
[Israël est-elle en train de perdre son âme](#) huffington
[Quand Israël rejette l'étranger](#) Dov Maïmon Akadem



Le rapatriement des juifs d'Éthiopie (également appelés Betas Israël ou Falashas) en Israël se déroula en trois temps, rythmés par les évolutions de la situation économique-politique éthiopienne de l'époque. Tsahal a pris part activement à ces trois opérations de rapatriement.

Opération Moïse (21 Novembre 1984 – 5 Janvier 1985)

L'Opération Moïse (hébreu : מבצע משה, Mivtsa Moshe) fut une opération de rapatriement clandestin des juifs d'Éthiopie du Soudan vers l'État d'Israël dans laquelle l'armée israélienne fut impliquée.



Lancée le 21 novembre 1984, l'opération permit le transport aérien de 8000 personnes jusqu'au 5 janvier 1985. Des milliers de juifs éthiopiens avaient fui à pied l'Éthiopie pour rejoindre des camps de réfugiés au Soudan, pendant la famine de 1984. On estime à 4000 le nombre de décès au cours de cet exode. Plus d'un millier d'enfants se retrouvèrent en Israël, séparés de leur famille restée en Afrique, jusqu'à la réalisation de l'Opération Salomon en 1991.

Opération Josué (1985)

L'Opération Josué (hébreu : מבצע יהושע, Mivtsa Yehoshua), également appelée Opération Reine de Saba, est une opération menée en 1985 par l'État d'Israël avec l'aide des États-Unis dans laquelle l'armée israélienne fut largement impliquée pour transférer juifs originaires d'Éthiopie du Soudan vers Israël.

Cette opération fait suite à l'Opération Moïse qui avait déjà permis l'émigration de 8000 personnes vers Israël.

Opération Salomon (24 Mai 1991 – 4 Juin 1991)

L'Opération Salomon (hébreu : מבצע שלמה, Mivtsa Shlomo), qui débuta le 24 mai 1991, permit d'amener 14 400 Juifs éthiopiens en Israël en l'espace de 33 heures, grâce à une opération aérienne spéciale dirigée par le vice chef d'état-major de l'époque Amnon Lipkin-Shahak. Elle faisait suite aux opérations Moïse et Salomon dans les années 1984-1985.

Contexte

Au début de l'année 1991, le dirigeant éthiopien Mengisto Haile Mariam devait faire face à des groupes de rebelles qui se rapprochaient peu à peu de la capitale éthiopienne d'Addis Abeba. Les rebelles représentaient une réelle menace contre le pouvoir de Mangisto.

La déstabilisation du régime Mangisto suscitait la crainte sur le sort de milliers de Juifs éthiopiens désireux de s'installer en Israël et dont le projet d'immigration serait mis en péril par l'arrivée au pouvoir des rebelles.

L'Opération

Le gouvernement israélien, dirigé par le premier ministre Yitzhak Shamir, entama des négociations avec le leader éthiopien dans le but d'accélérer le transfert des Juifs d'Éthiopie vers Israël.

Après être parvenu à un accord avec le gouvernement éthiopien, le gouvernement israélien chargea l'armée israélienne de mettre au point une opération aérienne pour rapatrier les Juifs éthiopiens en Israël.

L'opération, unique en son genre, fut un grand succès. Dans un laps de temps d'environ 33 heures seulement, 35 avions de la compagnie israélienne El Al et des avions de transport militaire Hercules C-130 firent 41 allers-retours et transportèrent 14 400 Juifs d'Éthiopie en Israël. Cette opération a établi le record du nombre de passagers transportés par un Boeing 747 en un vol, avec 1 222 passagers (1 087 enregistrés plus les enfants en bas âge).



Le dernier voyage des Falashmoras d'Ethiopie vers Israël

<http://www.rfi.fr/afrique/20130828-israel-ethiopie-juif-falashas->



Par [Anne Bernas](#) Publié le 28-08-2013

<http://www.rfi.fr/afrique/20130828-israel-ethiopie-juif-falashas-falashmoras>

Ce 28 août, le dernier vol embarquant des chrétiens d'Ethiopie ayant prouvé leur judéité, les Falashmoras, a atterri à l'aéroport Ben Gourion en Israël. Après 38 années d'émigration en Terre sainte en vertu de la Loi du retour, les autorités de Tel-Aviv ont décidé de stopper cette émigration pourtant des plus légitimes d'un point de vue historique. Les Falashmoras, successeurs des Falashas, ne sont plus les bienvenus sur la terre de leurs ancêtres, mais l'ont-ils déjà réellement été ?

La dernière Aliyah collective des Falashmoras, ces chrétiens éthiopiens ayant pu prouver leurs origines juives, est arrivée. Israël ferme le chapitre de l'immigration organisée. Une page de l'histoire du peuple juif se tourne. Sur décision des autorités israéliennes, l'entrée collective des juifs éthiopiens en Terre sainte est désormais interdite.

Les demandes devront désormais se faire de façon individuelle, et seront traitées au cas par cas par l'Agence juive. Depuis 1975 et la reconnaissance de leur judéité par le gouvernement de Yitzakh Rabin, les Falashas –ou Beta Israel-, puis les Falashmoras, ont quitté en nombre l'Ethiopie. Ils seraient aujourd'hui 120 000, dont 80 000 nés en Israël.

Une histoire ancestrale

Il faut attendre 1859 pour que les juifs d'Ethiopie soient connus de l'Occident lors d'un voyage de missionnaires protestants de la London Society for Promoting Christianity Among the Jews, spécialisée dans la conversion des juifs. L'Ethiopie est alors pourtant peuplée de milliers de juifs noirs depuis les temps ancestraux. Plusieurs versions circulent quant à leurs origines, la plus répandue raconte qu'ils sont les descendants des anciens hébreux installés dans la corne de l'Afrique. Ils se considèrent descendants du fils du roi Salomon et de la reine de Saba.

La politique de conversion entamée par les missionnaires entraîne rapidement une réaction de la part du monde juif occidental. Dès la fin du XIXe siècle, l'Alliance israélite universelle propose aux juifs d'Éthiopie de retourner en Terre sainte. Pour les préparer au retour, des écoles juives sont créées en Éthiopie. **Une longue parenthèse de refus de reconnaître les Falashas comme juifs s'en suit, de la création de l'Etat d'Israël jusqu'au milieu des années 1970.**

En avril 1975, les juifs éthiopiens bénéficient enfin pleinement de la loi du retour, permettant à tout juif dans le monde d'immigrer en Israël. Le retour des juifs noirs d'Éthiopie en Terre sainte accomplit l'ancienne prophétie biblique selon laquelle le Dieu d'Israël ferait retourner son peuple, exilé en Éthiopie, dans le pays de leurs ancêtres, l'actuel Etat d'Israël.

Mais l'afflux le plus important des Falashas –qui signifie « exilé » ou « immigré » en amharique- en Israël date des années 1980. En 1984 et 1986, les opérations clandestines Moïse et Joshua révèlent à la face du monde l'existence de ces juifs noirs. A l'époque, près de 9 000 Falashas sont rapatriés d'Éthiopie où sévit une famine sans précédent sous la dictature communiste de Mengistu. En 1991, lors de l'opération Salomon, quelque 14 400 juifs éthiopiens sont secrètement emmenés en Israël en moins de 48 heures.

Une population mise au banc de la société israélienne

Pourtant, la politique d'intégration des juifs étrangers en Israël a toujours été des plus délicates, et surtout vis-à-vis des Éthiopiens, assimilés à tort à une immigration africaine illégale de grande ampleur provenant d'Erythrée ou du Soudan. Mais les Falashmoras ne sont pas des immigrés illégaux. Jusqu'à ce 28 août, environ 150 à 200 juifs éthiopiens arrivaient chaque mois en Terre sainte.

En Israël, Falashas et Falashmoras n'ont quasiment jamais eu la chance d'être intégrés au même titre que les autres migrants juifs. Certes, cette année, pour la première fois, une femme d'origine éthiopienne a accédé au rang de députée, Pnina Tamano-Shata, 31 ans. Elle a ainsi rejoint ses quelques rares confrères d'origine éthiopienne.

Même si les juifs venus d'Éthiopie peuvent s'enorgueillir que Miss Israël 2013 soit l'une des leurs, ils sont perpétuellement victimes de racisme et de discriminations au sein de la société. Ils sont ainsi de plus en plus ghettoïsés. Dans certaines villes comme à Or Yehuda, à l'est de Tel Aviv, les maires refusent l'implantation de ces juifs-noirs estimant qu'un « seuil de tolérance » a été franchi, craignant une baisse du niveau scolaire et une hausse des la délinquance dans leur commune.



Des Falashas attendent l'arrivée des derniers Falashas d'Éthiopie, le 28 août 2013. © Michel Paul/RFI

Un sondage publié en 2005 par le Jerusalem Post révélait que 43% des Israéliens ne voulaient pas que l'un des leurs épouse un membre de la communauté Falasha. Aujourd'hui, plus de 50% des Falashas/Falashmoras vivent en dessous du seuil de pauvreté, selon les Nations unies, quand seulement 16% de la population juive israélienne dans sa totalité vit en dessous de ce seuil.

Autre exemple, et non des moindres, du drame de cette (non-) intégration : en 2012, le très sérieux quotidien israélien Haaretz révèle un scandale sans précédent touchant les Falashas. Les autorités de Tel Aviv ont forcé les femmes falashas à prendre un contraceptif sur le long terme si elles souhaitaient accéder au territoire. En dix ans, le taux de natalité au sein de la communauté falasha en Israël a chuté de moitié.

En plus, n'en déplaise aux puristes religieux israéliens, les Falashas pratiquent un judaïsme archaïque bien distinct du judaïsme pratiqué en Israël. Il suffit de voir dans les rues de Jérusalem leurs chefs religieux qui ne sont pas des rabbins mais des prêtres.

En Ethiopie, c'est une partie de l'Histoire qui se meurt

Avec l'interdiction ce 28 août d'émigrer en Terre sainte, des milliers de Falashmoras se retrouvent désormais bloqués en Ethiopie, faute de n'être pas parvenus à prouver leur judéité.

Ils seraient, selon les sources, entre 10 000 et 15 000, principalement situés dans les régions de Gondar et de Woleka. Rejetés durant des siècles, ils ont été expulsés de leurs terres et sont devenus potiers. Aujourd'hui, conversions au christianisme et mariage mixtes entraînent la fin de la communauté. Et les chrétiens sont devenus majoritaires dans ce berceau historique du judaïsme noir.

Les Falashas manifestent à Jérusalem

De notre correspondant à Jérusalem, Michel Paul

Une manifestation a eu lieu quelques heures seulement avant l'arrivée de l'avion avec à son bord les 450 derniers immigrants Falashmoras autorisés par le gouvernement israélien. Ils étaient quelques dizaines de Falashas et de Falashmoras à manifester sous les fenêtres de la présidence du Conseil à Jérusalem contre la fin de ce processus d'immigration de leur communauté. En tout, un peu moins de 8 000 d'entre eux ayant eu le droit à l'immigration en Israël. Abraham Ganossa, l'un des leaders de cette communauté, s'inquiète du sort de ceux qui sont restés en Ethiopie : « Leur situation est difficile. Une tragédie humaine, familiale et humaine. L'Etat juif ne peut pas ignorer leur situation. Pourquoi laisser derrière nous une partie de la communauté ? » En principe, les camps de regroupement en Ethiopie seront fermés. Aucun autre membre de la communauté ne sera autorisé à immigrer, sauf dans des cas d'exception humanitaire.

Dans le Sinaï, les migrants africains prisonniers des passeurs

<https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Dans-le-Sinaï-les-migrants-africains-prisonniers-des-passeurs- NP - 2013-03-13-920640>

ina Hubinet (au désert du Sinaï) , le 13/03/2013 à 17h0

N

De plus en plus d'Érythréens qui tentent de passer en Israël via le Sinaï sont retenus prisonniers et torturés par leurs passeurs. On estime qu'ils sont aujourd'hui entre 200 et 500 retenus dans ces camps. Des travailleurs sociaux et des responsables religieux leur viennent en aide.



Il porte un jean neuf et un beau blouson bleu. Mais Jonas* n'a pas l'air à l'aise. Il a même l'air terrorisé. Il ne bouge pas et regarde ceux qui l'entourent avec méfiance, assis par terre, une jambe repliée devant lui. Cet Érythréen de 32 ans finit par murmurer quelques mots dans un arabe difficilement intelligible. « Parle plus fort ! », lui lance Ahmed, un Bédouin d'Al Arish, la ville principale du nord du Sinaï, qui était son geôlier avant de devenir son protecteur.

C'est Ahmed qui, il y a trois semaines, l'a fait sortir du camp où il était retenu avec une trentaine d'autres Érythréens, hommes, femmes et adolescents. « Je l'aimais bien, alors j'ai décidé de le prendre avec nous ici, à la maison », dit le trafiquant d'armes et de migrants africains. « Il l'a sauvé parce qu'il parle arabe, il sert d'intermédiaire entre les prisonniers et les tortionnaires, ou il appelle les familles en Érythrée pour leur réclamer de l'argent », souffle un autre Bédouin qui assiste à l'entretien.

Rescapé d'un camp



Jonas est en effet rescapé d'un camp de torture. Il dit y avoir passé sept mois, attaché 24 heures sur 24 heures « Électricité, pendu par les mains », dit-il sobrement pour décrire les tortures qu'il a subies. Mais il précise que ce ne sont pas les pires. Il a vu les tortionnaires faire fondre du plastique sur la peau de codétenus, une méthode de torture courante dans le Sinaï.

On estime qu'ils sont aujourd'hui entre 200 et 500 Africains, surtout des Érythréens,

retenus dans ces camps. À l'origine, il s'agissait de candidats à l'exil vers Israël. « Lorsque des réfugiés d'Afrique de l'Est ont commencé à vouloir émigrer en Israël, en 2005-2006, des Bédouins se sont mis à jouer le rôle de passeurs », explique un travailleur social du Caire qui souhaite rester anonyme. Il fallait alors payer de 500 à 1 000 dollars (385 à 770 €) pour franchir la frontière israélienne, mais les migrants n'étaient pas torturés.

Un système d'extorsion pour « compenser leurs pertes »

« En 2010, pour la première fois, j'ai vu des adolescents érythréens qui avaient le dos des mains brûlé avec du métal. » La torture est ensuite devenue systématique, les méthodes se sont diversifiées, et le montant des rançons demandées aux familles est monté en flèche, pouvant atteindre jusqu'à 50 000 dollars (38 500 €).

Une explication possible de ce changement : les conditions de vie des Africains en Israël se détériorant, le nombre de migrants qui voulaient s'y rendre a diminué, et les trafiquants ont mis en place ce système d'extorsion pour « compenser leurs pertes ». « Les Ras-haïdas, une tribu présente au Soudan et en Érythrée, kidnappent des Érythréens au Soudan, notamment dans les camps de réfugiés installés le long de la frontière, pour les vendre aux Bédouins du Sinaï », précise le travailleur social.

« La peau sur les os »

L'histoire de Jonas n'est pas très différente : « J'ai été enlevé à Khartoum avec d'autres Érythréens. On nous a mis dans des camions, et le voyage a duré deux semaines pour arriver dans le Sinaï. Nous avons roulé uniquement dans le désert, il n'y avait aucun moyen de s'enfuir. » Il dit n'avoir jamais eu l'intention d'aller en Israël.

Au-delà des tortures et des abus sexuels – une partie des migrants sont des femmes –, les prisonniers sont en général à peine nourris par leurs ravisseurs. Des cadavres d'Érythréens sont régulièrement découverts dans la région de Mahdiya, près de la frontière israélienne. Le cheikh Abou Ali, un prêcheur salafiste, recueille ceux qui, encore vivants, parviennent à s'enfuir ou sont abandonnés par les trafiquants. « Ils ont la peau sur les os et le corps couvert de blessures laissées par les tortures. On les soigne et on les nourrit. Ensuite ils sont rapatriés au Caire par le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU. »

« Tous les habitants doivent se sentir responsables »

Pour tenter d'endiguer le trafic humain, le cheikh Abou Ali fait régulièrement son prêche du vendredi sur ce sujet. « Je rappelle à quel point cela est contraire à l'islam. Parfois je fais venir à la mosquée un Africain que nous avons recueilli pour qu'il raconte ce qu'il a subi, et que les gens réalisent. » Il encourage aussi ses ouailles à boycotter les trafiquants, à ne pas leur parler ni faire de commerce avec eux.

Et ses efforts commencent à payer. « Le gouvernement ? Ils n'ont jamais rien fait, probablement parce qu'ils ont d'autres problèmes à régler dans le Sinaï... De toute façon, tous les habitants de la région doivent se sentir responsables de ce qui se passe, c'est le seul moyen d'éradiquer le trafic. »

La question des clandestins se pose en Israël

La Cour suprême israélienne a demandé, mardi 12 mars 2013, au bureau du procureur de l'État de répondre à des affirmations d'associations de défense des droits de l'homme qualifiant d'illégale la législation autorisant la détention sans jugement, jusqu'à trois ans, de clandestins. Selon une association israélienne, la majorité de ces quelque 2 000 détenus « sont des citoyens d'Érythrée et du Soudan, qui, selon les propres directives du gouvernement, ne peuvent être expulsés en raison des menaces qui pèsent sur eux ».

La présence en Israël de plus de 62 000 immigrants clandestins, dont 35 000 Érythréens entrés par le Sinaï égyptien, avait provoqué en 2012 des manifestations de xénophobie. Israël érige actuellement une barrière de 250 km le long de sa frontière avec l'Égypte, qui devrait être achevée d'ici à la fin de l'année.

* Les prénoms ont été modifiés.

Nina Hubinet (au désert du Sinaï)

Israël Terre promise des Soudanais

A Eilat, un habitant sur six est un réfugié de la Corne de l'Afrique, arrivé à pied par le Sinaï égyptien. Pour la première fois, l'Etat hébreu est confronté à une immigration clandestine massive. [Libération](http://www.liberation.fr)

http://www.liberation.fr/planete/2011/05/02/israel-terre-promise-des-soudanais_732692

Quand il est arrivé à Eilat, la station balnéaire israélienne des bords de la mer Rouge, Hassan a immédiatement commencé à apprendre l'hébreu. «Je pensais être enfin en sécurité en Israël. Même si au Soudan, on m'a toujours dit qu'Israël était un pays ennemi, je savais que c'était le seul pays démocratique de la région, avec un niveau de vie comparable à celui de l'Europe ou des Etats-Unis. Je croyais que je pourrais reprendre les études d'architecture que j'avais commencées. Et puis, pour moi, c'était le pays des Juifs, un peuple qui a aussi connu l'exil.»

Hassan, qui souhaite garder l'anonymat, a fui le **Darfour**, une région de l'ouest du Soudan meurtrie depuis huit ans par une guerre contre les forces gouvernementales de Khartoum. Trois ans après, il déchanté. Il nettoie neuf heures par jour, parfois de nuit, le sol des cuisines du Club Méditerranée de la station balnéaire israélienne. Avec ses 5 000 shekels (un peu moins de 1 000 euros, le salaire minimum en Israël), il loue un deux-pièces avec cinq autres réfugiés soudanais et envoie l'argent à sa mère et ses frères et sœurs restés au Darfour. Son niveau d'hébreu, insuffisant, ne lui a pas permis de s'inscrire à l'université. «Ce n'est pas une vraie vie ici, dit-il, mais je serai toujours reconnaissant au gouvernement israélien de m'avoir accordé une protection.»

Hassan a fui son village près d'El-Geneina, la capitale du Darfour-ouest, après avoir échappé de justesse aux milices gouvernementales soudanaises qui ont assassiné son père et un de ses frères. C'était en 2005, il avait alors 23 ans. Il a rejoint l'Egypte et passé deux ans au Caire. «C'était invivable. J'étais battu par mes employeurs. J'ai été jeté en prison une semaine. La police égyptienne a tué plusieurs de mes compatriotes. Je ne savais plus quoi faire, je ne pouvais pas rester en Egypte et pas non plus retourner au Soudan.» Il paye alors des passeurs bédouins pour traverser clandestinement la frontière entre l'Egypte et Israël, une ligne longue de plus de 200 kilomètres qui court en plein désert du Sinaï.

Ils sont près de 10 000 comme Hassan, venus à pied d'Egypte, fuyant le Soudan pour la plupart, l'Erythrée pour certains, à s'être installés dans la station touristique d'Eilat, de l'autre côté de la frontière égyptienne. 10 000 sur une population de 60 000 habitants. Ceux qui ne sont pas logés dans les dépendances des hôtels où ils travaillent, s'entassent dans des appartements qu'ils louent à plusieurs dans les vieux quartiers, les plus défavorisés, de la ville.

Des drapeaux rouges symboles de danger

«Le Soudan commence ici», lance Nahum Séri, chargé de la gestion des réfugiés à la mairie d'Eilat, en désignant, d'un geste las, un immeuble délabré, long de plusieurs centaines de mètres. «Sing Sing», comme l'appellent les habitants du quartier, du nom de la tristement célèbre prison américaine. «Impossible de détruire ou même de rénover ce bâtiment insalubre. Les Soudanais y vivent parfois à plus de dix dans des appartements pour quatre personnes.»

A quelques centaines de mètres de là, Baruch Mizrahi, un retraité de 67 ans, ne décolère pas. Dans la cage d'escalier de son immeuble, une bâtisse bétonnée à la façade jaunâtre, les allées et venues de migrants africains sont incessantes. «C'est devenu impossible de vivre ici depuis que l'appartement d'en dessous est occupé par des réfugiés. Ils sont au moins trente dans trois pièces !» maugrée-t-il, en avançant un nombre fantasmé d'invasions africaines. Avant d'ajouter, sur un ton radouci :

« Si j'avais beaucoup d'argent, je les enverrais aux Etats-Unis. Certains viennent avec leurs bébés, ça me fait de la peine de les voir comme ça. Le peuple juif aussi a beaucoup souffert, maintenant ils sont ici, il faut s'en occuper. Mais qu'est-ce que je peux faire ? »

Depuis quelques mois, la municipalité a balisé les rues du centre-ville de ces drapeaux rouges que l'on trouve habituellement sur les plages, symboles de danger. Une décision du maire qui accuse ces étrangers venus d'un pays hostile à Israël d'être une menace. « *Au début, en 2006, ils étaient bien accueillis ici, explique David Blum, responsable à Eilat des ressources humaines d'Isrotel, une des principales chaînes hôtelières israéliennes. Les hôtels avaient besoin de main-d'œuvre, le gouvernement venait d'annuler l'attribution de permis de travail aux étrangers venus d'Asie qui étaient recrutés pour la plonge, le ménage. Mais maintenant, les Africains sont trop nombreux, tous les emplois ont été pourvus. La ville n'arrive plus à faire face.* » « *Les habitants d'Eilat ne sont pourtant pas racistes, dit Ofir, la responsable locale d'Assaf, une organisation israélienne de secours aux demandeurs d'asile. J'aimerais bien voir comment d'autres villes en Europe réagiraient face à un afflux d'étrangers aussi soudain.* »

Une absence de politique claire

Une vague qui dépasse les frontières d'Eilat. 35 000 migrants de la Corne de l'Afrique ont rejoint Israël ces quatre dernières années, passant, comme Hassan, cette frontière poreuse. Le périple leur semblait plus aisé que la périlleuse traversée de la Méditerranée vers les côtes espagnoles ou italiennes. **En apparence seulement, car depuis 2007, au moins 85 d'entre eux ont été tués par des policiers égyptiens alors qu'ils tentaient de passer la frontière avec Israël.** Et selon plusieurs ONG, des milliers d'autres sont tombés dans le piège des camps tenus par les passeurs bédouins dans le nord du Sinaï, en territoire égyptien, où ils sont séquestrés jusqu'à ce que leurs familles envoient des rançons pour les faire libérer. **Dans un rapport publié en février, l'ONG Hotline for Migrant Workers estime ainsi qu'un millier d'entre eux ont été détenus et torturés durant la seule année 2010.** Cette même année, l'organisation israélienne Physicians for Human Rights («médecins pour les droits de l'homme») a dirigé 165 Africaines, enceintes après avoir été violées dans le Sinaï, vers des hôpitaux israéliens afin qu'elles puissent avorter.

Malgré ces risques, l'afflux de réfugiés s'accélère, selon les chiffres de la commission parlementaire israélienne chargée des travailleurs étrangers et des réfugiés. En 2010, près de 14 000 migrants ont rejoint Israël via l'Égypte, contre 5 000 en 2009 et 3 000 en 2006. Israël craint à présent que la révolution égyptienne n'amplifie encore le phénomène. La surveillance de cette péninsule désertique largement contrôlée par les Bédouins pourrait se relâcher davantage si le régime égyptien ne se stabilise pas rapidement.

Confronté pour la première fois de son histoire à une immigration clandestine de masse, Israël a pour le moment oscillé entre deux exigences. D'une part, le devoir moral de donner asile à des hommes et des femmes dont l'errance fait résonner les pages noires de l'histoire des Juifs qui sont au fondement même de l'Etat hébreu. Et d'autre part, la volonté de préserver le «caractère juif» de l'Etat dans un contexte de forte progression démographique de la population arabe israélienne. La majorité sont musulmans, ce qui complique encore leur intégration en Israël.

Résultat de cette ambivalence des autorités israéliennes : une absence de politique claire. Etant donné qu'ils viennent d'un pays en guerre, la loi leur accorde une protection collective qui interdit leur refoulement à leur entrée en Israël. Mais leur situation de demandeur d'asile n'est pas examinée au cas par cas, et de fait, rares sont ceux qui obtiennent le statut de réfugié qui leur permettrait de rester ou d'être accueilli dans un autre pays.

200 réfugiés accueillis au kibboutz Eilat

Jusqu'à une date récente, la plupart obtenaient un permis de travail pour une durée de trois à six mois, renouvelable. La tendance du gouvernement israélien est toutefois au durcissement face à cette immigration massive. En novembre dernier, le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a mis en garde contre une vague des clandestins qui «grossit et menace les emplois des Israéliens» et «modifie le visage de l'Etat». Il avait laissé entendre que les migrants ne fuyaient pas des persécutions politiques ou ethniques, mais venaient pour des raisons économiques. Des propos en résonance avec des manifestations d'habitants israéliens des quartiers pauvres d'Eilat, mais aussi de Tel-Aviv, où arrive une grande partie des migrants africains. Concrètement, les durées des permis de travail ont été récemment

réduites. Un centre d'accueil devrait être bâti dans la région d'Eilat pour les futurs migrants clandestins, qui y seront logés et nourris mais n'auront plus le droit de travailler dans le pays. Et Israël a commencé à construire une barrière de sécurité le long de sa frontière avec l'Égypte afin de tenter de bloquer les principales voies de passage des clandestins.

«Il y a, dans l'esprit du public, un amalgame, entretenu par le gouvernement, entre les travailleurs en situation irrégulière et les demandeurs d'asile politique, comme les Soudanais», estime **Myriam Darmoni-Charbit**, présidente de Hotline for Migrant Workers. Elle reconnaît néanmoins qu'à Eilat, «il y a un vrai problème». Le kibboutz Eilat, à l'entrée de la ville, tente de le résoudre à sa façon. Il héberge près de 200 réfugiés et prend en charge la scolarisation d'une soixantaine d'enfants africains, avec des subventions minimales de la mairie et du gouvernement. Rakefet Gorem, responsable du «camp des Africains», comme l'appellent les kibboutznik, ne ménage pas ses efforts. «Elle est tout pour nous : directrice, maman, assistante sociale, psychologue. On vient même la voir pour nos disputes de couple», plaisante Joseph Wafod, originaire du Sud-Soudan, qui habite au kibboutz depuis deux ans avec sa femme et sa fille.

Rakefet ne donne cependant pas dans l'angélisme : « Les Soudanais, je n'arrête pas de leur répéter qu'ils doivent rentrer chez eux pour reconstruire leur pays. Qu'est-ce qu'ils peuvent espérer en restant ici ? Faire des économies pour s'acheter une télé, un lecteur DVD ? Et je ne parle pas des Erythréens qui ont un pays et qui viennent ici pour chercher du travail.»

Près des cabines téléphoniques depuis lesquelles les réfugiés appellent leurs familles, elle a affiché les résultats du référendum consacrant l'indépendance du Sud-Soudan et les horaires de la prochaine réunion sur les rapatriements volontaires. Ces derniers mois, Israël a affrété deux charters pour quelque 300 immigrés soudanais, avec leur accord. Mais pour Hassan, ce n'est pas une option : «**Tant qu'il y a ce gouvernement au Soudan, je ne peux pas rentrer chez moi, au Darfour. Ils me tueront !**»

Photos Olivier Fitoussi

[Delphine Matthieussent Envoyée spéciale à Eilat](#)

Hotovely : Le sud de Tel Aviv est en proie au « terrorisme des migrants »

Lors d'une réunion très animée à la Knesset, le ministère de l'Intérieur a été interpellé sur sa politique concernant les demandes d'asile des Africains

<https://fr.timesofisrael.com/hotovely-le-sud-de-tel-aviv-est-en-proie-au-terrorisme-des-migrants/>



Des demandeurs d'asile africains et des activistes pour les droits de l'Homme protestent contre les expulsions devant l'ambassade du Rwanda à Herzliya, le 7 février 2018 (Miriam Alster / Flash90)

Tel Aviv Sud vit sous le « règne du terrorisme des migrants illégaux », a accusé lundi **lavice-ministre des Affaires étrangères Tzipi Hotovely** (Likud) lors d'une réunion orageuse du Comité de contrôle de la Knesset sur la question des demandeurs d'asile africains.

La présidente du comité, **Shelly Yachimovich** (Union sioniste), a contesté la décision du conseiller juridique de l'État en réponse à la décision du tribunal de jeudi, selon laquelle les Érythréens fuyant le service militaire devraient bénéficier du statut de réfugié. **Roy Shondorf**, le conseiller juridique adjoint, a déclaré qu'ils étudiaient encore la décision pour déterminer la réponse de l'État.

« Je ne pense pas qu'il y aura des expulsions quand elles sont censées avoir lieu, et j'espère que les expulsions n'auront jamais lieu », a déclaré Yachimovich.

Il y a environ 38 000 migrants et demandeurs d'asile africains en Israël, selon le ministère de l'Intérieur. **Environ 72 % sont érythréens et 20 % sont soudanais**. La grande majorité est arrivée entre 2006 et 2012. Une loi approuvée par la Knesset en décembre stipule que le ministère de l'Intérieur expulsera les demandeurs d'asile au **Rwanda** et en **Ouganda** à partir du mois de mars.

Selon les rapports, le gouvernement compte [expulser 600 demandeurs d'asile par mois](#) pour la première année.

Les personnes ayant des demandes d'asile ouvertes ne peuvent pas être expulsées avant que les demandes ne soient réglées. Actuellement, les femmes et les enfants ne sont pas non plus menacés d'expulsion. Un demandeur d'asile qui refuse l'expulsion sera emprisonné pour une durée indéterminée dans la prison de Saharonim.

Les gardes de sécurité ont dû évacuer un certain nombre de résidents israéliens en colère du sud de Tel Aviv de la discussion de lundi à la Knesset pour avoir hurlé leur colère contre Yachimovich et les demandeurs d'asile érythréens qui se sont exprimés devant le comité.

Yossi Edelstein, chef de la police et des affaires étrangères à l'Autorité de l'immigration et des frontières, a déclaré que le ministère de l'Intérieur est toujours en train de déterminer comment la décision de jeudi affectera les Érythréens qui ont demandé l'asile.

Il n'a pas non plus statué sur le sort des quelque 2 000 personnes qui ont demandé l'asile après la date limite du 1er janvier 2018. Auparavant, la PIBA [Population Immigration and Borders Authority] avait déclaré qu'elle ne tiendrait compte que des demandes d'asile déposées avant le 1er janvier.

La discussion s'est concentrée sur le processus de demande du statut de demandeur d'asile, qui a été mal organisée et truffée de fausses informations, selon la députée Michal Rozin (Meretz). Jusqu'en 2013, les demandeurs d'asile érythréens et soudanais bénéficiaient d'une protection collective et n'étaient pas tenus de déposer une demande d'asile. Depuis que la politique a changé en 2013, les organisations ont eu du mal à transmettre cette information aux communautés de demandeurs d'asile.



La députée Meretz Michal Rozin réagit lors de la réunion du Comité des Affaires Intérieures concernant l'expulsion des demandeurs d'asile africains à la Knesset le 29 janvier 2018. (Alster/Flash90)

Le dépôt d'une demande d'asile est également très difficile, obligeant les demandeurs d'asile à faire la queue pendant la nuit, parfois plusieurs nuits d'affilée.

Hotovely a défendu la gestion de la situation par le gouvernement.

« Israël fait de son mieux, nous sommes un petit pays et nous ne pouvons pas absorber de grandes vagues d'immigration », a déclaré Hotovely. « Comme toute nation souveraine, nous devons décider qui peut entrer et sortir. Je n'hésite pas à dire que le sud de Tel Aviv est terrorisé par des infiltrés qui font grimper les taux de criminalité et de harcèlement sexuel et rendent les rues dangereuses pour les Israéliens. »

Rozin a également contesté l'affirmation du ministère de l'Intérieur selon laquelle il assure le suivi des demandeurs d'asile expulsés au Rwanda et en Ouganda.

« Je ne peux pas retourner en Érythrée, je me suis enfui parce que j'ai été emprisonné après avoir tenté d'échapper à l'armée », a déclaré au comité Michael Teklit, ancien coureur national de longue distance pour l'Érythrée et présent en Israël depuis 2007.

« Cette nouvelle décision [de justice] me donne de l'espoir, mais 90 % de mes amis n'ont pas pu demander l'asile. Ils ont essayé, mais les bureaux sont toujours fermés. Personne ne nous a parlé de la date limite du 1er janvier 2018. »



Des demandeurs d'asile africains attendent pendant des heures à l'extérieur pour tenter de déposer leur demande d'asile au bureau de l'Autorité de l'immigration, de la population et des frontières à Bnei Brak, Israël, le 13 février 2018. (Miriam Alster/Flash90)

Yachimovich a demandé au ministère de l'Intérieur d'expliquer pourquoi les taux israéliens d'approbation des demandes d'asile sont si loin derrière les taux internationaux.

L'Union européenne a reconnu les demandes d'asile de 90 % des Érythréens qui demandent le statut de réfugié et de 56 % des Soudanais, selon l'[European Stability Institute](#). Israël a reconnu le statut de réfugié pour un Soudanais et 10 Érythréens, sur des milliers de demandes d'asile, soit un taux d'acceptation de 0,056 %, selon la Hotline des Refugees and Migrant Workers.

Le statut de réfugié est un statut juridique reconnu qui permet aux personnes d'obtenir certains droits qui varient en fonction du pays d'accueil, y compris les permis de travail, l'assurance maladie, l'éducation des enfants, l'aide au logement et les cours de langue.

Entre 2009 et 2017, 15 400 personnes ont ouvert des dossiers de demande d'asile au bureau de la PIBA. Israël a refusé le statut de demandeur d'asile à 6 600 personnes et 8 800 demandes d'asile sont toujours ouvertes.



L'extérieur de la nouvelle gare routière centrale de Tel Aviv. (Wikimedia/Roi Boshi)

Environ 600 avis d'expulsion ont déjà été distribués, 200 à des Erythréens dans le centre de détention pour migrants du sud, Holot, et 400 à des demandeurs d'asile par ailleurs.

L'activiste Shula Keshet, qui est née et a grandi dans le quartier Neve Shaanan de Tel Aviv, a accusé les politiciens d'« utiliser cyniquement la souffrance du sud de Tel Aviv » pour leur propre intérêt politique.

« Je peux aussi parler de règne de la terreur, mais aussi du gouvernement israélien contre le sud de Tel Aviv. Si vous vous inquiétez tant pour nous, pourquoi donner des millions à Koby Maimon pour continuer à exploiter la gare routière ? » demanda-t-elle. « Toute la pollution de l'air, toute la prostitution, tout le trafic de drogue, tout vient de la gare routière ».

« C'est le véritable cancer dans notre corps », a-t-elle dit, faisant allusion au ministre de la Culture Miri Regev, qui en 2012 a qualifié les Africains du sud de Tel Aviv de « cancer dans notre corps ».

L'exil ou la prison : comment Netanyahu compte se débarrasser des migrants africains en Israël

Par Julien Lacorie Publié le 20/12/2017 à 14:41

<https://www.marianne.net/monde/l-exil-ou-la-prison-comment-netanyahu-compte-se-debarrasser-des-migrants-africains-en-israel>

Le Premier ministre israélien durcit sa politique migratoire. Derrière un accord apparent passé avec le Rwanda, l'immense majorité des exilés sont contraints de fuir et de subir un nouveau calvaire.

Un nouvel exil de tous les dangers ou la prison jusqu'à ce qu'ils craquent :

Tel est le « choix » auquel vont être confrontés au début de l'année 2018, 40.000 migrants africains entrés illégalement en Israël. **Benjamin Netanyahu** est en effet décidé à durcir une campagne au fort relent populiste pour expulser de gré ou de force ces « infiltrés » à qui le statut de réfugiés est refusé. Cette politique de la poigne de fer s'est traduite par un deal avec le **Rwanda**, qui a accepté d'accueillir un quart d'entre eux, moyennant une « **compensation** » de **5.000 dollars par individu**. Sur le papier chaque migrant Erythréen et Soudanais qui accepte de plier bagages perçoit un pécule de **3.500 dollars**.

Autre « incitation » au départ : les autorités imposent à ceux qui ont un emploi une retenue de 20% de leur salaire qui ne leur est remboursée qu'au moment de leur départ « volontaire ». **En attendant, ces coupes dans leurs très modestes revenus leur rendent la survie encore plus dure. Bref, il s'agit de les dégoûter de la Terre sainte.**

Mais ceux qui cèdent à ces pressions sont loin d'être au bout de leurs peines. Une fois arrivés au Rwanda, l'immense majorité d'entre eux se retrouvent dans une situation d'extrême précarité. Sans papiers ni statut, ils sont rançonnés, pillés et vivent sous la menace permanente d'être renvoyés dans leur pays d'origine où sévissent des dictatures qui ne leur feraient pas de cadeau. L'immense majorité d'entre eux sont contraints de fuir et de subir un nouveau calvaire qui les mène au sud-Soudan puis au Soudan avant d'arriver en Libye où les attendent des fanatiques de Daech dans certaines régions ou un soi-disant gouvernement totalement corrompu.

"Le gouvernement israélien les pousse à la mort"

Ce n'est qu'une fois franchi cet ultime obstacle, qu'ils embarquent sur des radeaux de fortune vers l'Europe au risque de périr noyés. « *A chaque étape il faut payer les passeurs, les policiers, les militaires sinon c'est la prison, les mauvais traitements* », explique Dawit, un Erythréen, dont le frère est parvenu après moult mésaventures à atteindre les Pays Bas. « *Il m'a dit qu'entre partir ou être détenu, la prison israélienne était encore un moindre mal* », ajoute ce jeune homme de 25 ans. La « *ligne d'urgence pour les réfugiés et les migrants* », une ONG israélienne, a recueilli des centaines de témoignages de ces drames. « **Tout cela prouve que le gouvernement israélien trompe le monde en assurant que ceux qui partent bénéficieront d'une protection, en fait il les pousse à la mort** », ajoute cette ONG sans être en mesure de préciser le nombre de ceux qui ont péri en chemin.

De ces drames, Benjamin Netanyahu pourtant à la tête d'un pays créé en grande partie par des réfugiés, n'en a cure. L'argument de « l'étranger qui vient manger notre pain » ne tient pas la route. Israël a le taux de chômage le plus bas de son histoire, sous la barre des 5%. L'économie est au mieux de sa forme. Qui plus est, le pays a massivement recours à la main d'oeuvre étrangère avec plus de 250.000 travailleurs immigrés et Palestiniens qui occupent des emplois que les Israéliens ne veulent pas prendre dans le bâtiment, la restauration ou les services à la personne et que les migrants peuvent exercer. Autre argument : plus aucun migrant africain n'arrive en Israël depuis quatre ans grâce à une clôture électronique de 240 km le long de la frontière avec l'Egypte qui a rendu toute infiltration impossible à partir du Sinaï égyptien. Ce qui est présenté par le Premier ministre comme « une invasion risquant de mettre en danger l'identité du pays » s'est donc totalement tari.

Calcul politique

Reste avant tout un calcul politique qui tient sans doute beaucoup à la couleur de la peau des migrants. Les autorités font beaucoup moins de vagues à propos des milliers d'Ukrainiens qui arrivent avec un visa de tourisme et restent illégalement en Israël... En fait, Benjamin Netanyahu se targue d'être le défenseur des « petites gens » des quartiers pauvres du sud de Tel Aviv où se concentrent jusqu'à présent la plupart des migrants. Il joue à fond la carte populiste en surfant sur l'exaspération des habitants qui dénoncent cette présence trop « visible » des migrants et manifestent leur colère. Mais d'autres voix de ces mêmes quartiers ne manquent pas de rappeler qu'il est trop facile d'utiliser les migrants comme boucs émissaires alors que ces quartiers ont été laissés totalement en friche par les autorités bien avant l'arrivée des Africains.



Quand Israël rejette l'étranger, le conflit des valeurs

Dov Maïmon : conférence originale sur [Akadem](#)
Conférence retranscrite



La situation actuelle

Sujet délicat, l'inclusion ou l'expulsion des migrants africains aujourd'hui en Israël, Entre 2016 et 2013, 68000 migrants sont arrivés à pied depuis l'Erythrée ou le Soudan, en passant par le désert du Sinaï depuis 30 000 d'entre eux sont partis plus ou moins volontairement, vers l'Afrique ou d'autres destinations en 2014, Israël a construit une barrière hermétique et en 2014 aucune infiltration n'a eu lieu par cette frontière. Il reste donc 38000 migrants illégaux en Israël, et il faut ajouter 4000 enfants nés sur place et scolarisés en Israël. Ils sont rassemblés pour la plupart dans les quartiers sud de Tel Aviv, et rendent la vie très difficile aux habitants locaux. On connaît la jungle de Calais, ce n'est pas cela, mais la situation devient très difficile

La loi du 3 janvier 2018

Le 3 janvier 2018, le gouvernement a décidé d'en expulser presque la moitié à partir du premier avril, seuls seront expulsés les célibataires, ils veulent en garder une vingtaine de mille, et parmi eux les femmes et les enfants et les parents des enfants. Seuls seront expulsés les célibataires, et chaque célibataire recevra une somme de 3500 \$ en liquide sur un compte sécurisé, en plus du billet, la somme de 5000 dollar qui est versé aux pays récepteur, en vertu d'un accord bilatéral, les accords sont secrets, mais on pense au Rouanda et l'Ouganda.

La passion se déchaîne contre cette loi

Cette décision déchaîne des passions, en Israël et dans la diaspora. Les organisations juives libérales américaines sont furieuses, et exigent que l'état accueille ces migrants illégaux, sans restriction et leur accorde le statut de réfugié. En Allemagne 90 % des Erythréens sont considérés comme des réfugiés et au Canada 97 % en Israël il n'y en a qu'une petite quinzaine de personnes qui ont été admises on écoute leur histoire, mais on est pas complètement convaincu.

Les organisations libérales se réfèrent à la bible, il y eu une manifestation de masse de plus de 20 000 personnes à Tel Aviv, elles se réfèrent à l'histoire juive récente (La shoah). Un texte qui est souvent cité, c'est celui de Menahem Begin, il dit en 1977 quand il arrive au pouvoir "Nous ne pouvons oublier ce bateau (il faisait allusion au Saint Louis) avec ses 900 juifs à bord qui a quitté l'Espagne une semaine avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, qui a voyagé de port en port, de pays en pays, implorant le refuge, ils furent rejeté, dès lors il était naturel que ma première décision en tant que premier ministre ait été de donné un refuge à ces gens sur la terre d'Israël" il s'agissait des 500 passagers de boat people Vietnamiens, qui ont été acceptés, et sont aujourd'hui parfaitement intégrés en Israël. 3'

Voilà la situation, le débat est très fort, 2/3 des israéliens selon les sondages soutiennent le plan d'expulsion on va essayer de comprendre pourquoi.

L'Agence Juive demande une solution

A la demande de Nathan Charanski, président de l'Agence Juive, qui est dans une situation infernale, il est sensé faire la liaison entre le gouvernement d'Israël et la diaspora a demandé à l'institut dans lequel je travaille "The Jewish People Policy Institute (JPPI)" une étude, et j'ai écrit un plan d'intervention que nous avons présenté au conseil exécutif de l'agence juive il y a quelques jours, devant une audience composée des principales composantes du judaïsme mondiale et de la philanthropie américaine soit 50 milliards par ans, c'est une certaine puissance à la fois financière, politique et intellectuelle. A la suite de cette réunion, une motion de réserve a été présentée au gouvernement.

C'est ce plan dont je vais pour parler aujourd'hui, c'est pour moi le texte le plus difficile, le plus délicat que j'ai eu à écrire de ma vie ce plan il a beaucoup de chances d'être accepté par le gouvernement israéliens, il est pertinent et répond à des problématique qui ne sont pas seulement israéliennes, mais mondiales. 4'30

Comme tout sujet polémique, il y a place pour présenter les choses rationnellement, évaluer les options d'interventions possibles présenter une solution équilibrée et réalisable politiquement.

Considération préalable au plan proposé

Rappelons quelques considérations fondamentales :

Premièrement Israël est signataire de la convention relative aux réfugiés de l'ONU 1951, il en est même un des principaux instigateurs et même un de ceux qui l'ont écrit.

Ensuite Israël est le pays qui a accueilli et intégré, dans sa courte histoire, le plus grand nombre de réfugiés au monde par rapport à sa population je me réfère aux juifs de Lybie, d'Éthiopie, d'Égypte; d'Afrique du Nord, voir d'autres population. Israël a été crée pour être une terre d'accueil pour tous les juifs du monde entier en détresse, **on se doit d' être prêt à tous les scénarios, même les plus inconcevables, mais loin d'être improbables** celui ou des millions de personnes demanderait à venir d'Europe ou des États Unis .

Avec 180 000 naissances par ans, il y a une forte croissance démographique, la terre est limitée, d'après l'agence des réfugiés de l'ONU, Israël se place en fonction de sa surface plus haut que la France, les États Unis ou le Canada, dans le nombre de réfugiés accueillis

Conflit entre intérêt national et valeur moral

Tel qu'on l'entend, on est au cœurs d'un conflit entre intérêt national et valeur morale. On est en conflit entre intérêt Israël pays des juifs face à Israël pays juif, c'est comme cela que la presse internationale présente le phénomène, dans une telle perspective la situation israélienne ne serait pas

différente de celle des autres pays. Un clivage entre d'un côté les humanistes et de l'autre les réactionnaires, d'un côté le repli identitaire égoïste, et de l'autre l'hospitalité généreuse, le partage. avec les exclus et les défavorisés

Traditionnellement en Europe on perçoit un tel clivage, la gauche quand elle n'est pas dans l'opposition se campe dans la position morale et généreuse, et la droite se campe dans la défense de l'identité nationale, la gauche regarde la souffrance immédiate, et la droite joue le rôle de l'adulte responsable. On a un jeu de rôle où chacun joue son rôle, se campe dans sa zone de confort, et compte sur l'autre camp pour faire la place aux autres critères de décision. **6'30**

La troisième voix

Face à ce type binaire, donc insolvable, je veux vous montrer une autre approche, entre deux systèmes de valeur également légitimes, un dilemme entre valeurs juives et valeurs juives, reframing, pour trouver des solutions plus appropriées. Il s'agit d'ouvrir le problème sous une autre forme plus appropriée, nous sommes dans la médiation, j'avais en tête deux phrases montrant la troisième voie : j'avais dans la tête deux phrases qui refusait le clivage droite gauche

- *"Vous n'avez pas le monopole du cœur" de Valérie Giscard d'Estaing (1974) arrêtez de me faire jouer le rôle du méchant (droite)*

- *"Nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde" Michel Rocard qui avait beaucoup choqué à l'époque mais qui commence à se faire entendre. (gauche)*

On ne veut pas laisser au Front National le discours identitaire. L'identité est un sujet qui est pour nous, on connaît dans le judaïsme L'idée que si on veut aider un pauvre, on ne peut pas l'aider au delà de nos moyens, sinon, on deviendra nous même pauvre, et on ne pourra pas l'aider. Il s'agit de gérer notre aide, comment faire un universalisme français, un universalisme juif être à la fois responsable et humaniste.

Je me rappelle quand j'étais dans les affaires, quand j'ai du licencié des centaines d'employés, ou dans l'enseignement quand j'ai du licencié des dizaines de profs, qu'est-ce qu'on fait dans ce cas ? cela veut dire quoi être rationnel dans ses décisions et humain dans la réalisation de la mise en œuvre; On licencie les gens pour ne pas faire tomber l'entreprise, et on prend chacun dans son bureau, on le reçoit humainement, on va lui expliquer " on va faire un plan de formation", "on va tenter de t'aider" "on va essayer de te trouver un emploi" On reste humain, mais on ne prendra pas des solutions qui seront suicidaires sur le court terme, voir le moyen terme.

La spécificité des phénomènes migratoires, c'est qu'on voit les résultats des politiques migratoires trente ans plus tard. Celui qui se voulait humaniste, risque de se trouver cruel sur le long terme.

On regarde depuis Jérusalem, l'instabilité politique en Allemagne et en Italie qui menace le système parlementaire, si on voit l'Europe basculer dans un système où l'extrême droite domine, resterons nous dans une démocratie ? au nom d'un humanisme spontané ? Est-ce que nous voulons ? Ne vaut il pas mieux réfléchir à une situation réelle en limitant les problèmes avec des solutions plus responsables

Première solution : intégrer au maximum les immigrants

Intégrer l'immense majorité des migrants africains, on les dispersera dans tous différentes villes. Une population de huit millions et demi d'habitants peut intégrer 40000 personnes, cela ferait plaisir aux défenseurs des droits de l'homme, et aux industriels en quête de main d'œuvre bon marché. Au point de vue économique à court terme, c'est la solution la moins chère.

Politiquement, ce n'est pas très populaire, mais on peut faire avec, mais le regroupement familial transforme rapidement ce chiffre en 200 000 personnes voir plus, en quelques années, un réfugié va faire venir toute sa famille, , c'est ce qu'on a vu avec les Falashmouras ils ils étaient cinq cents ils sont plusieurs dizaines de milliers. Accueillir d'autres familles d'Afrique, est très problématique c'est ce qu'on appelle une green card avec une maguen david.

Il existe en Afrique des dizaines de milliers de personnes qui se revendiquent d'origine juives, plus ou moins imaginaires, descendants des dix tribus, dans cinq, dix pays d'Afrique, et ces gens là, à un moment ou à un autre, on va finir par les accueillir, car ils se revendiquent d'un véritable judaïsme, mais accueillir d'autres populations d'Afrique, c'est très problématique pour l'avenir même du projet sioniste, du projet juif.

Le gros problème est le précédent, le message des migrants économiques africains, dire qu'Israël est un pays où on peut arriver légalement est un message terrible, qu'il faut absolument éviter.

Deuxième solution : Rejeter l'immense majorité

Chacun dira, n'allez surtout pas là bas, ce sont des sauvages, ce serait une solution, mais on ne peut pas la faire, en raison de notre image, nos propres valeurs, l'image que nous avons à travers le monde l'image des juifs de diaspora. Cela ferait des difficultés avec la diaspora, Israël doit être pertinent pour le monde entier, pour l'humanité, si nous ne le sommes pas, notre raison d'être s'effondre, nous ne pouvons pas vivre dans notre ghetto. C'est ce que fait le Japon et l'Australie quand des bateaux arrive, ils les renvoies, aucune pitié, ils les envoie dans des îles, et après on ne sait pas ce qu'il leur arrive. On veut éviter d'arriver dans cette situation

L'Europe a été plus humaine, probablement en raison de la Shoah, plus humaine, mais lorsqu'il s'agit de survie, les gens oublient toutes leurs valeurs

Troisième solution, celle que je recommande

12'30 Intégrer un tiers des migrants sur critère humanitaire ensuite créer un fond humanitaire commun à la philanthropie juive mondiale commun à l'état d'Israel chargée de mener trois actions :

1- Démultiplier le modèle des sponsorship au Canada. Au Canada, il y a déjà un programme d'immigration choisie, mais il y a aussi une immigration humanitaire. Il y a déjà 1600 érythréens d'Israël ont été intégrés par les communautés juives locales. Il y a aussi une dizaine de milliers de Syriens, des Yazidis qui ont été accepté. Il faut que chaque personne cautionne une personne, la prenne en charge cela fait environ 10 000 personnes qu'on pourrait envoyer au Canada, des familles dans un premier temps, cela coûte 12000 \$ par personne, ou 30 000 \$ par famille, le fond servirait à cela. C'est possible.

2) Formation en Israël en métiers demandés en Afrique, ou ailleurs, électriciens, plombiers, agriculteurs spécialisés. On les forme en Israël, on leur donne un diplôme en anglais, qui précise la formation et les compétences, Israël met en place une agence pour les aider à trouver un emploi, et on les envoie là où on en a besoins, au Canada, en Afrique. On ne les jette pas aux chiens, le problème est que cela risque d'attirer les volontaires. "En venant en Israël, on va au Canada" Mais il faut prendre le risque.

3) Israël possède des fermes expérimentales en Afrique, cela s'appelle Machale, elle forme des agriculteurs africains depuis des dizaines d'années aux méthodes modernes israéliennes. L'Afrique pourrait ainsi avoir des modèles d'autonomie agricole. On pourrait les former un peu ici, un peu là bas, et leur donner un bout de terrain, cela serait de "resettlement", on va créer un nouveau modèle qui permettra d'exporter. Israël va exporter des immigrants compétents. Au départ cela va choquer, mais on va redévelopper l'Afrique ce qui la rendra indépendante économiquement.



Le gouvernement israélien a annoncé mardi 24 avril 2018 avoir renoncé à son plan controversé d'expulsion de migrants africains entrés illégalement dans le pays faute d'avoir trouvé un pays acceptant de les accueillir.

Les services du conseiller légal du gouvernement ont informé la Cour suprême de l'abandon du plan après le refus de certains pays tiers, non précisés, d'accueillir les migrants, a-t-on appris de source gouvernementale.

"A ce stade, la possibilité de procéder à un éloignement vers un pays tiers n'est plus d'actualité", a reconnu le conseiller légal du gouvernement dans un communiqué.

La Cour suprême avait accordé [un délai de cinq jours pour que le Procureur général approuve le projet](#) controversé visant à expulser des dizaines de milliers de demandeurs d'asile africains vers un pays tiers, ou dans le cas contraire de libérer les prisonniers migrants.

Les juges avaient statué que si l'accord avec l'Ouganda - pays qui selon les organisations d'aide aux migrants est un des plus susceptibles de les accueillir - n'était pas approuvé dans les cinq jours par le Procureur général, l'État devra libérer tous les migrants de la prison de Saharonim.